

# LA LETTRE DU HERISSON

**bimensuel**

**1 dec 1986**

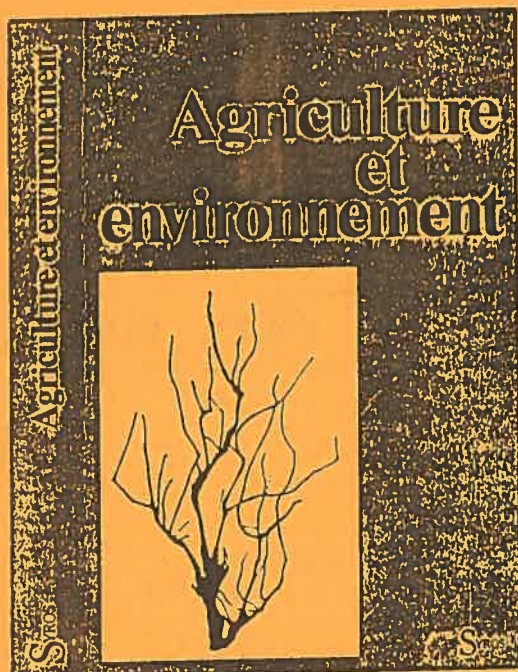
## sommaire

**GÉPOP**

MUSÉE de PICARDIE  
Rue de la République 80000 AMIENS

EDITORIAL	.....	P. 3/4
POLLUTION	CAMPAGNE SUR LA SEINE .....	P. 5
ENERGIE	NUCLEAIRE : QU'EN PENSENT LES FRANCAIS .....	P. 5
EUROPE	DECHETS ET DECHARGES .....	P. 6
CHASSE	MIGRATIONS : UNE SITUATION ALARMANTE	P. 6
FAUNE	UN PROJET DE VILLAGE VACANCES MET EN PERIL L'AIRE LA PLUS SEPTENTRIONALE D'EUROPE DU VAUTOUR PERCNOPTERE....	P. 6
MEDIA	PETITE HISTOIRE D'UNE MIGRATION RADIOPHONIQUE .....	P. 7
FAUNE-FLORE	PLANTES ET VERTEBRES MENACES EN REGION MEDITERRANEENNE FRANCAISE .....	P. 7
MANIFESTATIONS	UNE IDEE VENUE DE MENIGOUTE .....	P. 7/8
	CONFERENCE D'OTTAWA MAI JUIN 86..	P. 8/9/10
FORET	GLISSEMENT DE TERRAIN DANS LE CANTON D'OBWALDEN .....	P. 10
VIE ASSOCIATIVE	AGRICULTURE ENVIRONNEMENT.....	P. 10
	DIALOGUES D'ASSOCIATIONS .....	P. 11
	RECOMMANDATIONS AUX ASSOCIATIONS BENEFICIAINT DES AIDES DU FNDVA.....	P. 11/12
	LA LPO OUVRE LA BOUTIQUE AUX OISEAUX .....	P. 12
FORMATION	REPORT DE DATES.....	P. 13
ANNONCES	.....	P. 13
DERNIERE MINUTE	A LIRE ABSOLUMENT .....	P. 13
A. E. E.	CALENDRIER DE L'ANNEE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT .....	P. 14 à 18





Peut-on concilier agriculture et environnement ? telle est la question que s'est posée la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN). Ses responsables constatent tout d'abord qu'on ne peut parler de protection de la nature sans souligner le rôle que jouent les agriculteurs: qui serait mieux placé qu'eux pour assurer la sauvegarde du patrimoine naturel, alors que près de 90 % du territoire français est rural ?

Et pourtant, les méthodes actuelles d'agriculture intensive présentent des risques importants, pour l'environnement d'une part, pour la qualité des produits d'autre part. Comment concilier les contraintes économiques réelles qui pèsent sur le monde de la production agricole et le souci de préserver l'environnement et de présenter au consommateurs des produits non seulement beaux mais également bons ?

Cinq groupes de travail ont étudié les différents aspects de la question: restructuration de l'espace rural, outils et énergie consommée, formation et information des agriculteurs, diversité régionale des productions agricoles, sauvegarde des races et des espèces en voie de disparition: autant de voies et de propositions pour une meilleure cohabitation "Agriculture et environnement".

320 pages, 130 F

---

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : M. Y. BENASSI

Responsables de la publication : P. DELACROIX et J.P. LE DUC

Secrétaire de rédaction : Sophie CHALANDRE

Secrétariat : Joannine LOISEAUX

Maquette : Frédéric

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES - 8, villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE.

---



## DECENTRALISATION, P.O.S, ET GESTION DES RESSOURCES

LA DÉCENTRALISATION, POSITIVE QUAND ELLE RAPPROCHE LES ACTEURS DE L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE SUR LEQUEL ILS SONT CONDUITS À INTERVENIR, POSITIVE QUAND ELLE MET EN VALEUR LA COMMUNE, CELLULE DE BASE DE L'AMÉNAGEMENT, PEUT ÊTRE CEPENDANT LA PIRE DES CHOSES, CAR ELLE S'ACCOMPAGNE D'EFFETS PERVERS.

EN EFFET, LE PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION, EN AUGMENTANT LES POUVOIRS DES ÉLUS LOCAUX, DEVRAIT LES RESPONSABILISER EN CONSÉQUENCE. CE N'EST PAS TOUJOURS LE CAS. EN OUTRE, CETTE RESPONSABILISATION PASSE PAR LE NÉCESSAIRE CONTRÔLE DE LÉGALITÉ, PAR LE PRÉFET ET LES SERVICES DE L'ÉTAT, D'UN CERTAIN NOMBRE D'OPÉRATIONS. FORCE EST DE CONSTATER QUE CES CONTRÔLES NE SONT NI ASSURÉS, NI ASSUMÉS ET QU'IL N'Y A PLUS, OU QU'IL N'Y A PAS DE VOLONTÉ POLITIQUE DANS CE SENS.

CET ÉTAT DE FAIT MET LES ASSOCIATIONS EN PREMIÈRE LIGNE, PUISQU'ELLES SONT DÉSORMAIS LE SEUL CONTRE-POUVOIR QUI PEUT ÉVENTUELLEMENT FAIRE FACE AUX EXCÈS DE POUVOIRS D'ÉLUS LOCAUX, CELA S'EXPLIQUE BIEN ENTENDU PAR LA PROXIMITÉ ET LE CARACTÈRE DIRECT DES CONTACTS, MAIS AUSSI PAR LA NATURE MÊME DU CONTEXTE ACTUEL...LES CONFLITS DEVIENNENT PLUS ÉVIDENTS, DÈS LORS QUE LES RAPPORTS DE FORCE NE SONT PAS BIEN ÉTABLIS, ET QUE LA JURISPRUDENCE EST EN COURS DE FORMATION.

DANS CE CONTEXTE, LE PROJET DE LOI SUR LE P.O.S, DÉJÀ ADOPTÉ, EN PREMIÈRE LECTURE, PAR LES DEUX CHAMBRES, EST PRÉOCCUPANT.

EN EFFET, LORSQU'UN P.O.S DÉJÀ APPROUVÉ EST MIS EN RÉVISION, CE PROJET DE LOI LAISSE AUX ÉLUS LOCAUX UN DEGRÉ DE LIBERTÉ PRATIQUEMENT ABSOLU DE MENER À LEUR GUISE LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAL : EN EFFET, IL LEUR EST PERMIS DE PRENDRE TOUTES DÉCISIONS AU BÉNÉFICE DU FUTUR P.O.S, ET NON EN FONCTION DU P.O.S EN COURS DE RÉVISION...C'EST AINSI QUE L'ON RISQUE D'ASSISTER À DE NOMBREUSES MISES EN RÉVISION "PROVISOIRE-PERMANENTE"!!.

LES P.O.S CONSTITUENT UN OUTIL MINIMUM DE GESTION DE L'ESPACE, MAIS S'ILS PERMETTENT UNE GRANDE EFFICACITÉ AU PLAN DE L'URBANISME (INSTITUTION DES ZONAGES), IL LEUR MANQUE UNE DIMENSION MAJEURE, QUI EST CELLE DE LA PRISE EN COMPTE DE LA GESTION DES RESSOURCES ESSENTIELLES.

POUR ILLUSTRER CE DERNIER PROPOS, UN EXEMPLE CONCRET : DANS LE CADRE D'UNE ÉTUDE D'ENVIRONNEMENT PRÉALABLE À LA RÉALISATION D'UN P.O.S SUR CINQ COMMUNES D'UN CANTON DU NORD FINISTÈRE, NOUS AVONS ÉTÉ AMENÉS À CONSTATER, SUR LE TERRAIN, DANS DES ZONEZ DEVANT ÊTRE CLASSÉES NA, DES PRATIQUES INCOMPATIBLES AVEC LA SAUVEGARDE DE LA QUALITÉ DE LA RESSOURCE EN EAU. DANS CES COMMUNES DE LA ZONE LÉGUMIÈRE DU LÉON, LE MOINDRE MÈTRE CARRÉ EST MIS EN PRODUCTION INTENSIVE, LES FONDS DE VALLÉE, AUTREFOIS PRAIRIES DE FAUCHE, LES ZONES DE FORTES PENTES QUI, TRADITIONNELLEMENT, RESTAIENT EN HERBE, SONT PRESQUE SYSTÉMATIQUEMENT MIS EN CULTURE ET PLANTÉS DE CHOUX FLEURS ET ARTICHAUTS, JUSQU'AUX

---

BORDS MÊME DES RIVIÈRES. CES COMMUNES DÉTIENNENT LES RECORDS FINISTÉRIENS DE LA POLLUTION DES EAUX PAR LES NITRATES. ELLES PRÉSENTENT LE TRISTE PRIVILÈGE D'OFFRIR À LEURS ADMINISTRÉS DE L'EAU QUI N'EST PLUS POTABLE PUISQU'ELLE PRÉSENTE, AU ROBINET, DES TAUX DE NITRATES SUPÉRIEURS À 100 MG/L. DANS CETTE ZONE ÉGALEMENT, EN 1980, LA CHARGE MOYENNE EN ANIMAUX PAR HECTARE DE SURFACE AGRICOLE UTILE (S.A.U.) ÉTAIT DE 2,33 BOVINS, 15 PORCS, 84 VOLAILLES. DEPUIS, CES CHIFFRES N'ONT FAIT QU'AUGMENTER,

ON NE PEUT PLUS SE CONTENTER DE GÉRER UN ESPACE PAR DES MESURES DE ZONAGE, ADAPTÉES UNIQUEMENT AU RÈGLEMENT DES PROBLÈMES D'URBANISME, ET PRESQU'INOPÉRANTES DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DES ACTIVITÉS. CETTE LACUNE DES P.O.S EST ENCORE PLUS ÉVIDENTE DANS LES SECTEURS ÉCOLOGIQUEMENT TRÈS SENSIBLES.

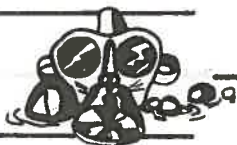
IL EST ANORMAL ET DANGEREUX QU'UNE ACTIVITÉ QUELCONQUE, QUELLE QU'ELLE SOIT, QUEL QUE SOIT SON POIDS ÉCONOMIQUE, METTE EN PÉRIL UNE RESSOURCE VITALE, ET FASSE SUPPORTER LE COÛT SOCIAL ET LE COÛT ÉCONOMIQUE DE SES CHOIX PAR L'ENSEMBLE DE LA COLLECTIVITÉ.

ALORS POURQUOI AVOIR RAPPROCHÉ DANS LE TITRE DE CET ÉDITO CES TROIS NOTIONS A PRIORI SANS LIEU ÉVIDENT ? TOUT SIMPLEMENT POUR AFFIRMER QU'IL NOUS APPARTIENT D'INFORMER LES ÉLUS, PLUS LARGEMENT LA COLLECTIVITÉ COMMUNALE TOUTE ENTIÈRE, DE CES PROBLÈMES ET DE LEUR NÉCESSAIRE PRISE EN COMPTE. IL NE FAUT PLUS SE CONTENTER SEULEMENT DE CRITIQUER TEL OU TEL P.O.S. IL FAUT PRÉSENTER DES PROPOSITIONS DE GESTION DE L'ESPACE PRENANT EN COMPTE RÉELLEMENT UNE GESTION PÉRENNE DES RESSOURCES, PAR UN CONTRÔLE DES ACTIVITÉS. LES ÉLUS LOCAUX DOIVENT ÊTRE PRENEURS DE CE TYPE DE PROPOSITIONS, PLUS TÔT ELLES SERONT PRÉSENTÉES, PLUS ELLES AURONT DE CHANCES D'ÊTRE ACCEPTÉES ET INTÉGRÉES DANS LES PROPOSITIONS D'AMÉNAGEMENT.

IL NE FAUT PAS ATTENDRE D'ÊTRE CONFRONTÉS À DES SITUATIONS IRRÉVERSIBLES OU DIFFICILEMENT RÉCUPÉRABLES POUR AGIR.

NOUS DEVONS ÊTRE UNE FORCE DE PROPOSITION AVANT DE REPRÉSENTER LA "MINORITÉ DE BLOCAGE".

M. LE DMEZET  
VICE PRÉSIDENT



## CAMPAGNE SUR LA SEINE

GREENPEACE A REALISE UN BILAN D'ANALYSES, SUITE A SA CAMPAGNE MENEES SUR LA SEINE : "POUR UNE SEINE PROPRE", A L'AIDE DU LABORATOIRE D'ANALYSES DE LEUR BATEAU, LE BELUGA.

Ce bilan d'analyses sur la Seine est composé de deux parties :

la première est une liste des dépassements constatés par rapport aux normes des directives européennes ou aux normes pour les rejets industriels. Ainsi, les analyses ont révélé de nombreux polluants dont des concentrations importantes de P.C.B., de métaux, de phénol, de solvants organiques...

La seconde partie est une liste des autres teneurs relevées qui sont inférieures à ces normes.

En conclusion, GREENPEACE propose de faire pression sur les pouvoirs publics et les industriels pour que l'on accorde les normes des arrêtés préfectoraux avec celles de la directive de la CEE afin d'obtenir des normes strictes concernant le rejet de substances toxiques et pour que ces normes soient respectées. sinon, on ne peut espérer une amélioration de la qualité de la Seine. La pollution de ce fleuve contamine la Manche et, par là, la Mer du Nord. Comment espérer sauver les mers si rien n'est vraiment fait pour protéger les fleuves et arrêter efficacement la pollution à la source ?



## NUCLEAIRE : QU'EN PENSENT LES FRANCAIS ?

UN SONDAGE EXCLUSIF GALLUP, PUBLIE PAR L'EXPRESS AUJOURD'HUI, (21 octobre-21 novembre) DANS LE CADRE D'UN DOSSIER "NUCLEAIRE : LES 10 QUESTIONS URGENTES", REVELE DES CHIFFRES TRES INTERESSANTS. UNE MAJORITE DE FRANCAIS (52%) SOUHAITE QUE L'ON CESSE DE CONSTRUIRE DES CENTRALES NUCLEAIRES, DEUX FRANCAIS SUR TROIS SONT PERSUADES QU'UN TCHERNOBYL EST POSSIBLE EN FRANCE, 93% N'ONT JAMAIS RECU DE CONSIGNES DE SECURITE ET 64% ESTIMENT QUE LES RESPONSABLES DU NUCLEAIRE NE LEUR DISENT PAS LA VERITE !

En effet, aujourd'hui, une majorité de français pense qu'il faut cesser la construction de centrales nucléaires. TCHERNOBYL y est pour quelque chose; ce qui a véritablement changé chez les français, c'est la perception des risques : 42% pensent que les risques sont inacceptables et que de telles catastrophes sont possibles en France. Cette perception des risques est aggravée par la mauvaise information et l'impression d'avoir été trompés sur les conséquences de TCHERNOBYL. Pour 79% des Français, les politiciens, les techniciens et même les journalistes ne sont pas épargnés.

Ainsi, un consensus massif se révèle sur la question de la carence d'information. C'est pour quoi, une véritable défiance naît de ce manque d'information; 56% des personnes interrogées estiment insuffisantes les mesures nécessaires pour assurer efficacement la protection des populations en cas d'accident (d'ailleurs, 93% des français ignorent l'existence de ces mesures!) Cette préoccupation est plus essentielle pour nos concitoyens que de revenir en arrière ou de refuser massivement le nucléaire.



## EUROPE

### "DECHETS ET DECHARGES"

#### LE PARLEMENT EUROPEEN A NOMME F. ROELANTS DU VIVIER RAPPORTEUR

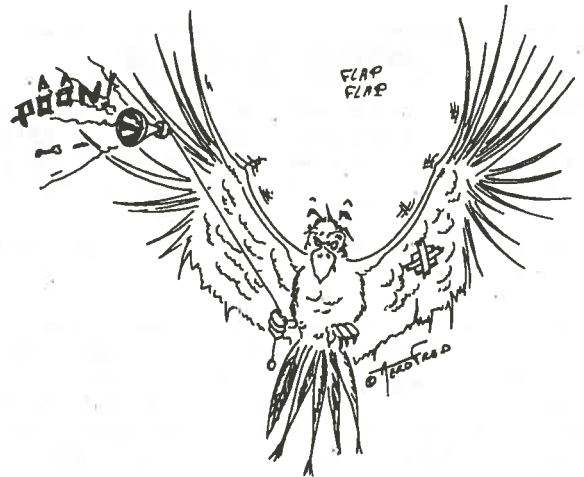
Le Parlement Européen a désigné F. ROELANTS DU VIVIER comme rapporteur sur le thème de la politique de gestion des déchets et des décharges anciennes.

Le rapport dont il est chargé consiste essentiellement à déterminer :

- l'évolution de la situation en fait comme en droit en ce qui concerne les mouvements internationaux de déchets ;

- les nouvelles priorités qui sont apparues dans le cadre de la politique relative aux déchets depuis l'affaire des fûts de Séveso,

- les mesures à prendre vis à vis des problèmes d'anciens sites industriels pollués et d'anciennes décharges de déchets.



## FAUNE



## CHASSE



### MIGRATIONS : UNE SITUATION ALARMANTE

LA FFSPN, LE WWF FRANCE ET LE FIR S'INSURGENT CONTRE L'IRRESPONSABILITE DONT FONT PREUVE TROP DE CHASSEURS A L'EGARD D'OISEAUX PROTEGES.

"C'est une véritable hécatombe à laquelle nous assistons en ce moment déclarent la FFSPN, le WWF France et le FIR".

En effet, deux grues cendrées ont été retrouvées, abattues par des chasseurs irresponsables, alors qu'il s'agit d'une des espèces d'échassiers les plus rares d'Europe. De même, un faucon crécerelle a été retrouvé criblé de plombs dans l'Es-sonne (il venait d'être soigné et relâché).

Il est temps que les chasseurs, si soucieux de leur image de marque, mettent en oeuvre des mesures propres à faire respecter, dans leurs rangs, un minimum de discipline.

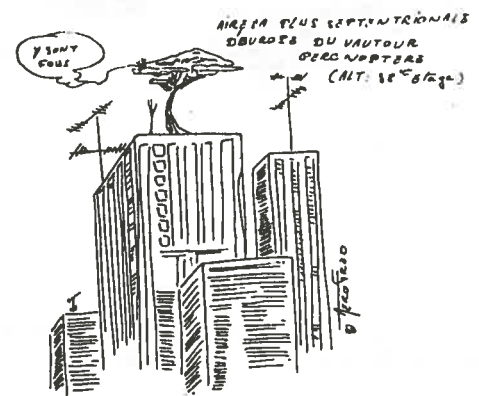
#### UN PROJET DE VILLAGE VACANCES MET EN PERIL L'AIRE LA PLUS SEPTENTRIONALE D'EUROPE DU VAUTOUR PERCNOPTERE.

La tranquillité de la Dent de Rez, dans la Basse Ardèche a permis au percnoptère de nicher dans les falaises de ce promontoire.

Malheureusement, une société néerlandaise a choisi d'implanter un village vacances et un parc de loisirs (prévu pour accueillir 1500 personnes) à 1000 mètres de l'aire du vautour percnoptère.

La FRAPNA Ardèche a aussitôt réagi en rédigeant un dossier avec l'aide des naturalistes de l'Ardèche, du GVERV et de la Société Botanique de l'Ardèche. Ce dossier a été présenté au Ministère de l'Environnement le 14 août et, parallèlement, le projet a été saisi d'une demande d'arrêté de protection de biotope sur le site. Cependant, la seule solution possible reste le déplacement du projet par rapport au site de ce vautour.

La FRAPNA Ardèche garde bon espoir.





**PETITE HISTOIRE D'UNE MIGRATION  
RADIOPHONIQUE**

*L'OPERATION "LE TEMPS D'UNE MIGRATION : LA GRUE CENDREE" ORGANISEE PAR FRANCE CULTURE, LE JOURNAL "LA HULOTTE" EST LE GROUPE GRUES CFrance", AVEC LA COLLABORATION DES STATIONS LOCALES DE RADIO FRANCE SE TERMINERA LE SAMEDI 22 NOVEMBRE DANS FREQUENCE BUISSONNIERE (7 h 8 h) QUI FETERA CE JOUR-LA SA 100e EMISSION.*

Alerte rouge le 31 octobre : 10 000 grives viennent de s'envoler de l'île de Rugen en RDA, en direction du Sud-Est. Puis, c'est le vrai grand départ : 17 000 grues s'envolent de Rugen le 2 novembre, elles survolent les VOSGES, EPINAL, DIJON, la vallée de la Saône, CLERMONT FERRAND, TOULOUSE et les Hautes Pyrénées, à une vitesse moyenne de 70 km/h environ.

Grâce au réseau très dense d'observateurs qui s'était mis en place à l'appel de France Culture 75% des oiseaux ont été effectivement observés pendant leur traversée. Ces observations permettront au "groupe Grues France" de disposer des données scientifiques les plus précises jamais recueillies en Europe sur le déroulement d'une migration.

**FAUNE ET  
FLORE****PLANTES ET VERTEBRES MENACEE EN REGION  
MEDITERRANEENNE FRANCAISE**

Une journée complète d'étude et de réflexion sur ces problèmes fondamentaux pour la protection des espèces sauvages menacées de disparition se tiendra à :

St REMY DE PROVENCE  
le samedi 13 décembre 86  
salle Henri Rolland, au dessus de la poste.

Matin : 9 h 30 à 12 h

\* principales menaces sur les Plantes  
actions du Conservatoire Botanique de Porquerolles - L. OLIVIER

\* La tortue d'Herman.  
- JP POUVREAU

Après-midi : 14 h 30 à 17 h 30

\* histoire et mise en place des avifaunes dans le bassin méditerranéen - J. BLONDEL

\* gestion de petites populations reliques de vertébrés. Problèmes génétiques sous-tendus  
G. CHEYLAN

\* discussion générale sur les problèmes posés par les plantes et les vertébrés menacés du midi méditerranéen, avec la participation d'Eric COULET, directeur de la réserve de Camargue, de Ph. ORSINI, MHN Toulon et de Patrice CRAMM, J.L. MARTIN et des membres du GRIVE..

Une exposition vente des oeuvres de Jean CHEVALLIER aura lieu toute la journée.

N.B La capacité d'accueil des restaurants de St Rémy de Provence pourra être dépassée ce jour-là, beaucoup d'établissements étant fermés en cette saison.

Merci d'en tenir compte.

**"UNE IDEE VENUE DE MENIGOUTE"**

La première fois que j'ai entendu parler du "Festival du film ornithologique de Ménigoute", l'an dernier, j'ai presque cru à un canular. Monter pareille manifestation dans un chef lieu de canton des moins connus, porteur, de surcroît, d'un nom d'opérette, au milieu d'une zone rurale du Poitou à l'écart des modes et des engouements me paraissait un défi chimérique. Je me suis lourdement trompé. L'adhésion des gens du terroir, celle des supports journalistiques qui les informent, celle des notables, des élus et celle des responsables associatifs ont joué de manière incroyable. Alors que les R.I.E.N.A. de ROYAN et autres PRAT LOUP n'ont jamais pu réunir que des "habituels du sérail" ne rencontrant finalement qu'eux-mêmes, MENIGOUTE (900 habitants au Pays de Gatine, 5000 pour tout le canton) sans raout, sans disponibilité hôtelière réputée, sans transport de participants de marque par voie aérienne, a enregistré, en 6 jours, du 28 octobre au 2 novembre 1986, un total de 8000 entrées, tous âges et toutes classes confondus.

J'en fus le témoin stupéfait en tant que président du jury (perdu dans la foule) qui avait à visionner 48 films (pas un de moins) avant de décerner une demi-douzaine de Prix aux productions jugées les plus réussies (1).

J'ai constaté l'active complicité de la presse suivant l'événement avec une fidèle assiduité et le relatant en de longs articles, répartis certains jours sur plusieurs rubriques "Courrier de l'Ouest" et "Nouvelle République" en touchante émulation, "Radio Gatine" diffusant, sans contrainte de temps, ses reportages sur les programmes projetés, FR3 Limousin et Poitou Charentes enregistrant une émission d'une heure sur les leçons à tirer, de ce Festival, pour l'Environnement et pour la Nature.

Ne pouvaient non plus m'échapper l'apparition quotidienne attentionnée du maire et conseiller général tout acquis à cette entreprise, le dévouement de dizaines de bénévoles afin que tout marche comme sur des roulettes pour l'accueil, l'hébergement chez l'habitant, les projections, les excursions ornithologiques régionales. Et ces cars débarquant leur plein de gens de Poitiers de Niort, de la ROCHE-sur-YON, tous ravis de se mettre des oiseaux dans le coeur ! Et cette exposition, dans une salle à part, où toutes sortes d'Associations (affiliées ou non à la FFSPN). LPO et FIR en tête, avaient fait un effort de présentation du plus bel effet...

Quel retentissement ! Les grands politiques locaux étaient tous là, se marquant les uns les autres, à la cérémonie officielle du samedi, le Ministre régional, M. MONORY, et les parlementaires de toutes tendances du département, alignés sur le podium après avoir défilé devant des stands réhabilitant les vertus d'un bocage bien compris entre autres valeurs à garantir.

Et de me demander : "Comment, diable, Dominique BROUARD, naturaliste d'heureux loisir, animateur de formation, en place depuis quelques années au Centre social cantonal des Forges (2), a-t-il pu, aidé de Christine, sa femme, parvenir à ce résultat ?" Alors, j'en suis venu à discerner que la dimension supplémentaire de la communication qu'ils ont suscitée ne procède pas d'un système aussi froid que savant mais d'une disposition d'esprit excluant tout préjugé dans les relations humaines. Des convictions rayonnantes mais pas de dogme. Des idées suggérées comme on lance des graines mais jamais de sentences. Aucun interlocuteur n'a été pris à rebrousse-poil. Nul n'a eu à se buter. La diplomatie du coeur a fait merveille. Selon le mot du dénommé Mao, ces deux-là ont été, dans la population séduite, "comme poissons dans l'eau".

Je souhaite, en conclusion, la tenue là-bas d'un stage enfin édifiant sur l'art de communiquer, patronné par la FFSPN. Il se tiendrait au centre social cantonal des Forges 79340 MENIGOUE (2). Dominique et Christine BROUARD y expliqueraient chronologiquement ce que fût leur parcours et comment ils n'ont, ni manqué leurs rendez-vous avec les sensibilités locales à tous les niveaux ni commis de fautes rédhibitoires dans cette patiente approche. Et chacun en ferait peut-être son profit.

Pierre PELLERIN

(1) Prix du meilleur film à "La nonnette du Groënland" de Michel TERRASSE. Prix pour la protection de la nature à "Dans le forêt des chouettes", production suédoise, et à "L'Homme aux faucons" de Georges DIF et Yves VALLIER. Prix du document pédagogique à "la vie de la mésange bleue", réalisation britannique. Prix de la jeunesse et de l'Environnement à l'oeuvre italienne "Martin pescatore". Prix FR3 au film australien "Les chasseurs du ciel".

(2) Tél. 16 (49) 69.93.13 et (49)69.90.09

N.D.L.R. L'Office de Tourisme de MENIGOUE a reçu, cette année, au printemps, "La cigogne de cristal", destinée à récompenser, avec le concours de la FFSPN un effort de tourisme bien compris, en bonne harmonie avec le respect de l'environnement.

## LA CONFERENCE D'OTTAWA- MAI-JUIN 1986

Organisée par l'UICN, avec le concours du PNUE DU WWF, d'Environnement Canada et de la Fédération Canadienne de la Faune, la conférence d'OTTAWA avait pour objectif essentiel de faire le point sur la mise en oeuvre de la stratégie mondiale de la conservation (SMC), programme initié en 1980.

C'est la commission de la planification environnementale de l'UICN, et surtout son président, M. Pieter JACOBS, qui a préparé le programme de la conférence.

Pendant une semaine, près de 700 participants et observateurs d'une cinquantaine de pays différents se sont donc réunis.

La conférence s'organisait sur deux modes de fonctionnement, d'une part les conférences plénières, d'autre part les ateliers.



- Les conférences plénières. Cinq conférences plénières :

- 1/ stratégies nationales de conservation
- 2/ autres stratégies pour le développement durable
- 3/ établissement de mouvements institutionnels en vue de la mise en oeuvre de la SMC
- 4/ Intégrer conservation et développement
- 5/ diffusion du message

Les conférences plénières rassemblaient l'ensemble des participants. Elles ont très souvent, comme c'est le cas dans bien des colloques, pris des allures de grand'messes où l'essentiel des interventions se composait de litanies de remerciements divers assez crispants à la longue, d'autant, et c'est tout de même le mérite de plusieurs intervenants de l'avoir signalé, que l'autosatisfaction ne résout pas les problèmes.

Ces conférences plénières n'ont donc pas été bien riches en enseignements. Cependant, il convient de souligner les quelques points forts qui ont marqué ces réunions.

Tout d'abord, l'intervention de M. Emil SALIM, Ministre indonésien de l'Environnement et de la Population. M. SALIM est confronté à des problèmes qui n'ont rien de théorique, car la démographie galopante détermine une utilisation quasi minière des ressources. L'intervention de M. SALIM, très digne, mais aussi extrêmement vivante, a montré le décalage qu'il peut y avoir parfois entre les théories de la SMC et la réalité de terrain. Tout en réaffirmant la nécessité d'appliquer les choix essentiels définis dans la SMC, M. SALIM a néanmoins souligné que cela supposait une aide extérieure aux pays les plus défavorisés. Au nom de bien des congressistes, je crois pouvoir dire que l'intervention de M. SALIM aura constitué le point fort, un moment d'émotion véritable dans ce contexte.

Je retiendrai encore, sur un autre plan, l'exposé de Maurice STRONG, Conseiller spécial du Secrétaire Général de l'O.N.U. qui a souligné à quel point il est important de démontrer la justesse économique des choix de la SMC, choix qui hélas ne sont pas encore pris en compte (problème du court et du long terme). Sous forme de boutade (mais en est-ce réellement une ?) il a affirmé que les associations de protection auront gagné leur combat lorsqu'elles seraient cotées en bourse !.. Il faut, selon M. STRONG, "parler aux économistes le langage de l'économie car là réside le vrai pouvoir.

En troisième lieu, j'ai retenu la communication de M. Robert PRESCOTT-ALLEN, qui a rédigé le texte de la SMC il y a sept ans. Son intervention était toute entière empreinte d'un réalisme qui sonnait juste, ni optimiste, ni vraiment pessimiste néanmoins. A propos du Logo de la SMC (trois triangles superposés inscrits dans un cercle), M. PRESCOTT-ALLEN en a donné son interprétation actuelle : les problèmes énoncés par la SMC ne cessent de grandir et de s'ag-

graver (les triangles dont la taille augmente), tandis que nous continuons de tourner en rond (le cercle). M. PRESCOTT-ALLEN s'est déclaré à la fois ravi de constater l'intérêt intellectuel manifesté pour la stratégie et déçu des résultats sur le terrain.

En conclusion, les conférences plénières ont surtout permis à un nombre considérable de représentants de s'exprimer à la tribune, et à quelques intervenants de l'assistance de soulever des questions non encore évoquées ou restées dans l'ombre. François RAMADE est ainsi intervenu avec vigueur pour demander que les problèmes de contrôle démographique soient inscrits dans les conclusions de la conférence, et que celles-ci, sur ce point particulier, ne soient pas en retrait des conclusions de l'Assemblée Générale de l'UICN de MADRID (1985).

Les ateliers: 20 ateliers prévus, mais à la suite de divers regroupements (ateliers 1 et 2, ateliers 7 et 8) et d'une suppression (atelier 18), ce sont 17 ateliers qui ont effectivement travaillé avec en moyenne 10 à 30 participants par ateliers. Je me contenterai ici d'en donner la liste :

1 et 2 : stratégies nationales et subnationales de conservation.

3 : stratégies locales de conservation

4 : stratégies régionales de conservation-développement durable dans la région circumpolaire septentrionale.

5 : stratégies sectorielles pour le développement durable

6 : Technologies du développement durable

7 et 8 : Stratégies de conservation pour les biomes : montagne, fies, zones humides, forêts.

9 : coopération internationale pour le développement durable et la paix.

10 : développement et conservation

11 : Ethique, culture et développement durable

12 : Economie et développement durable

13 : peuples indigènes et développement durable

14 : gérer les ressources du patrimoine commun

15 : restauration de l'environnement

16 : population et établissement humain

17 : planification et gestion de l'environnement

19 : diffusion du message

20 : évaluation du développement durable.

A l'issue des ateliers, une série de recommandations a fait l'objet d'une discussion et d'un vote en assemblée plénière (aperçu des recommandations de la conférence- cf bulletin UICN pp. 70-71, prendre une photocopie)

Le Conseil de l'UICN a décidé de publier de nouveaux documents sur la SMC en relation avec les conclusions de la conférence d'OTTAWA.

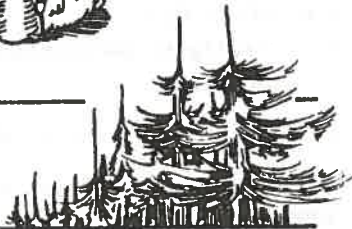
En conclusion, je pense que ce type de conférence est surtout utile pour les contacts qu'elle permet. Pour notre part, nous avons eu l'occasion d'échanger, en particulier avec M. HAYDEN, Président de l'Union Québécoise pour la Conservation de la Nature qui publie la revue "FRANC NORD" et qui nous a remis un montage diapositives très bien réalisé par les canadiens sur la SPC.

Pour les délégués FFSN : F. TERRASSON et M. LE DOMEZET

M. LE DOMEZET



**FORET**



## GLISSEMENT DE TERRAIN DANS LE CANTON D'OBWALDEN

**UN IMPORTANT GLISSEMENT DE TERRAIN S'EST PRODUIT DANS LE CANTON D'OBWALDEN EN SEPTEMBRE DERNIER. EST-CE LA CONSÉQUENCE DU DÉPÉRISSÉMENT FORESTIER ?**

8 sept. 86 à 800 m d'altitude avant le col de Brunig. Un glissement de terrain s'est produit sur près de 500 m de longueur, 40 m d'épaisseur destruction de deux ponts, voie ferrée et route du col de Brunig, enseveli deux victimes humaines... La cause du glissement de terrain reste inconnue. Une corrélation a cependant été établie entre la catastrophe et l'aggravation du dépérissement forestier dans le canton d'Obwalden. Si la mort des forêts ne peut être stoppée, ce sont près de 10 % des forêts de montagne en Suisse qui tomberont. Et cela signifie que des milliers de montagnards vivront avec la hantise quotidienne d'une catastrophe naturelle.

La pente sur laquelle s'est produit le glissement de terrain était couverte d'une hêtraie dense. Selon Léo Liener, responsable forestier et instigateur de la réintroduction réussie des lynx dans le canton d'Obwalden, l'état sanitaire de ces arbres paraissait correct. Des photos à l'infrarouge de ces forêts ont été prises mais on n'en connaît pas les résultats. D'autres causes possibles sont avancées par les géologues. On n'exclut pas une combinaison d'effets, une réaction en chaîne où l'affaiblissement de la couverture forestière pourrait jouer un rôle essentiel. L'article cite en conclusion une phrase de K. OECHSLIN : "si les arbres crèvent, ce sera, tôt ou tard, le tour de l'homme".

L'automne 85: 150 montagnards sont évacués parce que la forêt qui les protégeait des avalanches est morte. Les perspectives d'avenir ne sont pas réjouissantes. L'actualité nucléaire a éclipsé la mort des arbres. Rien n'a fondamentalement changé dans nos attitudes. On stagne quant à la recherche de solutions au plan national et international. En France et ailleurs, les forêts continuent de mourir de l'air que l'on respire jusqu'à quand tirera-t-on sur la corde?

(Source: Gelbe Helt, octobre 86)

D. DASKE



**VIE ASSOCIATIVE**



## AGRICULTURE-ENVIRONNEMENT

La Fédération de Protection de la Nature et de l'Environnement du Doubs (FPNED) organise, le 3 décembre prochain, une journée sur le thème "agriculture-environnement".

Cette action s'inscrit à la suite des journées thématiques prolongeant les Etats Régionaux de l'Environnement. Les rencontres précédentes sur la qualité de l'Eau, l'aménagement touristique du massif, la collecte et le traitement des déchets.... s'étaient déroulées à Besançon à l'initiative de M. le Préfet de Région.

Les agriculteurs étant les gestionnaires de l'espace rural, cette journée sera donc l'occasion de mieux se connaître, d'être à l'écoute de leurs préoccupations et de leur exposer celles des associations de protection de la nature.

## "DIALOGUES D'ASSOCIATIONS"

L'OFFICE FRANCO QUEBECOIS POUR LA JEUNESSE OFFRE AUX ASSOCIATIONS FRANCAISES ET QUEBECOISES LA POSSIBILITE DE NOUER DES RELATIONS ENTRE ELLES ET DE S'OUVRIR AINSI A LA COOPERATION FRANCO QUEBECOISE EN PERMETTANT UN ECHANGE JUMELE ENTRE UN OU DEUX MEMBRES QUALIFIES DE CHAQUE ASSOCIATION. L'O.F.Q.J. SE CHARGERAIT DE METTRE EN CONTACT LES ASSOCIATIONS FRANCAISES ET QUEBECOISES AVEC DES PARTENAIRES AU PROFIL IDENTIQUE DE L'AUTRE COMMUNAUTE.

L'O.F.Q.J., par son nouveau programme "dialogue" propose de trouver un partenaire au Québec, en envoyant 1 ou 2 membres qualifiés pour prendre contact. Au Québec, ces représentants français seront accueillis par l'association québécoise qui proposera en programme "découverte, échange et intégration".

Ce programme est accessible à 40 participants.

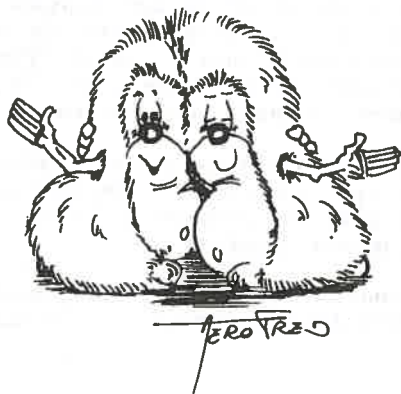
- séjours de 14 jours
- chaque participant verse 1800,00 F à l'OFQJ

Contact :

OFFICE FRANCO QUEBECOIS POUR LA JEUNESSE  
5, rue de Logelbach  
75847 PARIS CEDEX 17  
Tél. 16 (1) 47.66.04.76

du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12h30 et de 14 h à 18 h 15.

Responsable: Gilbert DUCLOS



## RECOMMANDATION AUX ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES DES AIDES DU FNDVA

Lors de la réunion du Conseil de Gestion du FNDVA (Fonds National de Développement de la Vie Associative) du 3.11.86, le bilan des actions financées en 1985 a été présenté tant pour les actions de formation que pour les études recherches et expérimentation par les représentants du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, gestionnaire du Fonds.

1/ Aux 104 associations (tous secteurs confondus) ayant bénéficié d'une aide au titre de la formation (pour un total de plus de 7 000 000F) un bilan quantitatif et qualitatif des actions conduites avec l'aide du FNDVA a été demandé. A ce jour, 61 associations ont répondu : 53 fournissant leur bilan, 2 fournissant des bilans incomplets, 5 demandant un délai complémentaire pour répondre, c'est peu.

Il est notamment demandé aux associations de répondre à une telle demande de l'administration : on ne peut pas bénéficier de crédits publics sans rendre compte de leur utilisation ! En acceptant une subvention, l'association s'engage à fournir un bilan au terme de l'action. L'accomplissement de cette formalité élémentaire d'une manière rigoureuse permettra de maintenir le crédit accordé au mouvement associatif, au moment où il est attaqué de toute part (cf budget 87).

Enfin, il me paraît souhaitable de rendre la FFSPN destinataire d'une copie de ce document puisqu'elle dispose déjà d'un exemplaire du dossier initial : cette centralisation de l'information devrait lui permettre de mieux assurer son rôle de représentation nationale des associations membres.

2/ En ce qui concerne les études, recherches et expérimentation, 55 dossiers (tous secteurs) ont été financés au titre de 1985 et ont donc fait l'objet d'une convention avec le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

De ce premier bilan, on peut retenir les recommandations suivantes :

a/ nécessité de respecter les délais prévus dès lors qu'ils ont été non pas imposés, mais librement consentis à partir du dossier présenté, tant en ce qui concerne le rapport intermédiaire que le rapport final.

b/ veiller à ce que le rapport final soit généralisable aux autres associations du secteur environnement (crédits publiés).

c/ être très attentif à la bonne qualité des rapports et tout particulièrement le rapport final en s'entourant du concours d'experts voire même selon les cas de scientifiques. Il y va là aussi de la crédibilité de notre mouvement... Le Conseil de gestion du FNDVA a été très ferme sur ce point, il a même été indiqué que, lorsque les conventions ne seraient pas exécutées conformément aux engagements puis une procédure de reversement des subventions pourrait être engagée à l'encontre de l'association défaillante. C'est dire qu'il convient d'assurer notre autodiscipline. Pour ce faire, il est demandé aux associations bénéficiant du FNDVA de communiquer à la FFSPN un exemplaire du rapport intermédiaire et un exemplaire du rapport final.



3/ Certaines associations nous ont tenu au courant du déroulement des actions. Qu'elles soient ici remerciées. Mais il importe maintenant de rendre systématique la communication de ces informations au siège de notre Fédération où Mme MOOR est en mesure de gérer ces dossiers et d'assurer le suivi nécessaire.

Lorsque nous disposerons des statistiques propres au secteur "environnement", nous ne manquerons pas de les publier dans la lettre du hériçon.

4/ En conclusion, on peut dire que bien que modestes les moyens mis à notre disposition par le FNDVA peuvent permettre dans certains cas de soutenir financièrement le développement de nos associations. Pour accroître ces moyens, il faut d'abord les gérer dans de bonnes conditions administratives, c'est à dire avec sérieux. Il faut ensuite maintenir une pression suffisante auprès des pouvoirs publics (élus et administrations) pour faire valoir nos besoins : le CNVA (où siège dorénavant notre collègue Pierre DAVANT) s'y emploie. Mais c'est là un autre problème.

Charles TOUZAN

représentant du secteur Environnement du  
Conseil de Gestion du FNDVA.

## LA L.P.O OUVRE "LA BOUTIQUE AUX OISEAUX"

Au 51 de la rue Laugier, dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Métro Pèreire), la Ligue Française pour la Protection des Oiseaux offre au public, à compter du mercredi 3 décembre, la vitrine de la connaissance et de la sauvegarde ornithologiques.

Afin de marquer l'événement, un grand effort d'information a été déployé auprès de la presse (spécialisée ou non), invitée, pour la veille, à juger sur place de l'intérêt qu'offre l'agencement de ce local.

Cette mobilisation des médias est facilitée du fait que les J.N.E. (Association des Journalistes-Ecrivains pour la Nature et l'Ecologie), partie prenante dans cette initiative puisque ses archives et son secrétariat se trouvent réunis en ce même lieu) a consenti un effort tout particulier de diffusion.

L'élaboration de "La Boutique aux oiseaux" s'est caractérisée par une démarche créative impliquant bon goût, imagination et souci d'efficacité.

On attend de cette réalisation un renforcement très accusé de l'audience de la LPO dans la région parisienne. Rien n'a été négligé pour rendre l'accueil réellement attractif : projections en continu d'images sur la vie avienne, diffusion, en musique douce, de chants d'oiseaux, ambiance propice à une meilleure compréhension du rôle joué, dans la nature, par les êtres de plume.

"La Boutique aux Oiseaux" se donne pour mission d'accueillir, d'informer, de documenter ceux qui franchissent son seuil. Le dialogue y est ouvert, que le visiteur se présente en acheteur ou, a priori, en curieux.

Sont, entre autres choses, en vente : affiches, posters, cassettes, bibelots, oeuvres d'art concernant les oiseaux, nichoirs et mangeoires ainsi que la panoplie du bon observateur de la nature

Le rayon librairie propose une excellente sélection d'ouvrages, tant pour les jeunes que pour le "tout âge".

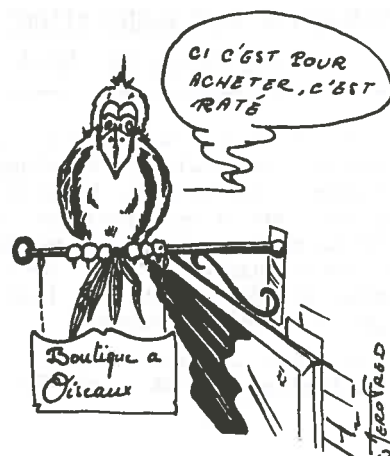
"La Boutique aux oiseaux" est aussi le centre de renseignements parisiens des voyages portant l'estampille LPO, qu'il s'agisse d'aller voir Bulbuls et Courvites en Tunisie du 26 décembre au 4 janvier, de participer à des sorties d'initiation en Boucle de Moisson, le dimanche 18 janvier, ou au bord des étangs de Saclay et de St Quentin, le dimanche 1<sup>er</sup> février, de voir nombre d'espèces hivernantes en Zélande entre le 21 et 24 février, de faire de l'observation sur les lacs de Champagne, les 7 et 8 mars, ou en Marais poitevin les 14 et 15 mars. Les inscriptions sont reçues dans la mesure des places disponibles.

Enfin, à ce 51 de la rue Laugier, la consultation de la revue trimestrielle de la LPO, "l'oiseau magazine", qui vient de fêter son premier anniversaire, est recommandée. En parfaite connaissance de cause, on peut ensuite s'y abonner

Les adhérents d'Associations affiliées à la FFSPN seront spécialement les bienvenus. Qu'ils n'oublient pas, de passage à Paris, d'aller à "La Boutique aux oiseaux".

Pour tous renseignements complémentaires, voici son indicatif téléphonique : (1) 42.67.04.03.

Pierre PELLERIN



# FORMATION

## FORMATION : REPORT DE DATES

Attention, un certain nombre de stages de formation a dû être reporté souvent faute de participants.

Aussi, soyez attentifs aux nouvelles dates proposées qui sont mentionnées ci-dessous ainsi que sur les tracts détaillés qui sont envoyés aux intéressés.

### PROMOTION D'UN EQUIPEMENT DE DECOUVERTE DE LA NATURE :

20.21 déc. 86  
21.22 fév. 87  
28.29 mars 87

### NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DU TRANSFERT DE L'INFORMATION 1ère PARTIE:

5.9 janv. 87

### PARTICIPER A L'ELABORATION D'UN PLAN D'OCCUPATION DES SOLS :

prévu en fév. 87

### ETRE RESPONSABLE D'ASSOCIATION :

7.8 mars 87

### LA RESPONSABILITE DE VOTRE ASSOCIATION :

AVRIL 87

## ANNONCES

JH ELA. CHARGE  
HERISSON TOLE  
TIRINE LANS LES  
BOIS ROBERT QUANT  
L'AUTOTINE.  
CONTACT TROFAS

## LE GROUPE ENVIRONNEMENT PROTECTION ORNITHOLOGIE EN PICARDIE

recherche un objecteur de conscience motivé, si possible déjà membre d'une association de protection de la nature, ayant quelques connaissances en ornithologie.

Pour permanence, classement de documents, secrétariat, animations en milieu scolaire.

Tél. 16 (22)43.26.88

## OBJECTEUR DE CONSCIENCE

Franck CARRY, étudiant en géographie est à la recherche d'une association susceptible de lui offrir un poste d'objecteur de conscience à partir de novembre 1987.

Contact:

Franck CARRY  
9, rue Interman  
29200 BREST.

## DERNIERE MINUTE



## à lire absolument

### AVIS A TOUS LES HERISSONS ENTREPRENANTS

#### PROGRAMME D'ACTIONS 1987 POUR LES JEUNES. SUBVENTION JEUNESSE ET SPORTS

La FFSPN doit élaborer pour la mi-décembre un programme Global d'actions sur la sensibilisation des jeunes à la nature et à l'environnement. Le dernier C.A a décidé de proposer à toutes les associations de bâtir ensemble ce projet. Il sera soumis pour subvention au Ministère de la jeunesse et des Sports, qui a décidé de faire de ce thème l'une de ses priorités en 1987.

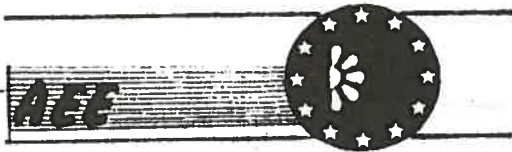
Les propositions attendues doivent être centrées sur une sensibilisation active des jeunes (chantiers, etc) et ne pas se borner à une information. Il peut s'agir d'actions concertées avec d'autres partenaires, notamment avec ceux qui proposent déjà un accueil et une animation pour les jeunes. On peut aussi établir des liens avec l'Année Européenne de l'Environnement.

Ce programme sera négocié à l'échelon central avec le Ministère, qui donnera courant 1987, les instructions nécessaires aux Directions départementales.

Tout le courrier doit être adressé directement à notre directrice, Mme Liliane MOOR.

Repliez vos piquants et sortez vos plus belles plumes.

Christian GARNIER  
1er décembre 1986



## CALENDRIER DE L'ANNEE EUROPEENNE

### DE L'ENVIRONNEMENT

---

octobre 1986

Ce document sera régulièrement tenu à jour ;  
les Comités nationaux pourront y ajouter les  
manifestations qui auront, dans leur pays, le  
"label" A.E.E.



Préparation, lancement et diffusion de l'Année Européenne - période	Réunions officielles	Manifestations localisées à dimension européenne ou mondiale	Campagnes synchronisées
fin octobre début novembre 1986	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Annonce de l'AEE</li> <li>- 1er bulletin d'information</li> <li>- Publication des résultats de l'EURCEAROMETRE relatif à l'environnement (réalisé en mars 1986)</li> </ul>		pré-lancement de l'année européenne dans chaque pays de la Communauté
décembre 1986	4 ème réunion du Comité Directeur - Londres, 8 déc. de l'Année Européenne		
janvier 1987	2 ème bulletin d'information		
février 1987			
mars 1987	3 ème bulletin d'information <div>             - Fête de lancement - 19 mars Bruxelles et dans les capitales européennes, 20/21 mars           </div> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Publication de l'état de l'environnement en Europe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conférence sur la protection de la Mer du Nord - Londres, 24/27 mars</li> <li>- Exposition commerciale. TAUEXPO sur la protection de l'environnement - Milan 10/14 mars</li> <li>- Coup d'envoi des pavillons bleus, La Haye, 30 mars</li> </ul>	Emission et oblitération de timbres
avril 1987		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Foire-exposition internationale de Hanovre-1/8 avril</li> <li>- Foire internationale sur le contrôle de la pollution (IPAF) - Birmingham, 6/9 avril</li> </ul>	

- 2 -	Préparation, lancement et diffusion de l'Année Européenne	Réunions officielles	Manifestations localisées à dimension européenne ou mondiale	Campagnes synchronisées
avril 1987 (suite)			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aquarius - Colloque international sur les milieux aquatiques - Paris</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Semaine européenne d'observation des oiseaux 16/24 mai</li> <li>- Journée de l'Europe - 9 mai</li> <li>- Campagnes européennes de sensibilisation sur l'eau</li> </ul>
mai 1987	4 ème bulletin d'information	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunion de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Bruxelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conférence internationale sur les effets de la pollution de l'air - Grenoble, 18/21 mai</li> <li>- 8 ème foire internationale sur l'élimination des déchets (IFAT 87) Munich 19/23 mai</li> <li>- Congrès d'écotoxicologie Lyon - 18/20 mai</li> </ul>	
juin 1987		<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 ème Conférence des ministres de l'environnement du Conseil de l'Europe Lisbonne, 11/13 juin</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Signature des accords de jumelage des sites protégés Rochefort, 6 juin</li> <li>- Coaltech 87 - Londres, 9/11 juin</li> <li>- Lancement de la campagne européenne pour le monde rural du Conseil de l'Europe à Santarem - Portugal, 12 juin</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Journée mondiale de l'environnement - 5 juin</li> <li>- Charte du littoral bleu 4 juin</li> <li>- Journée européenne de la randonnée pédestre, 21 juin</li> </ul>
5 ème bulletin d'information			<ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 ème biennale du film sur l'environnement, Birmingham, 3/8 juin</li> <li>- Conférence mondiale sur les accidents chimiques - Rome, 7/10 juin</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Camps jeunes-nature 20/31 juin</li> </ul>

- 3 -	diffusion de l'Année Européenne	Réunions officielles	à dimension européenne ou mondiale	Campagnes synchronisées
juin 1987			- Salon européen - Arts et techniques du vent, St Malo	- Prix européen des écoles à Strasbourg
juillet 1987				
août 1987				- Campagne européenne pour la protection des forêts
septembre 1987	6 ème bulletin d'information		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conférence Eureau, Berlin 22/24 septembre</li> <li>- Conférence sur la pollution de l'air dans les régions urbaines, Berlin, 29/2 octobre</li> <li>- Rencontres internationales sur l'environnement, Royan (France)</li> <li>- "Plaisir du paysage", congrès international des architectes-paysagistes 1-4 septembre, Paris</li> <li>- Charte des Alpes d'Europe 16/20 septembre à Montdauphin - France</li> </ul>	- 21 septembre - journée européenne du solaire
octobre 1987			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conférence internationale sur la pollution marine, Venise, 28/30 octobre</li> <li>- Mission commerciale en Asie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Semaine "portes ouvertes" dans l'industrie</li> <li>- Campagne européenne de sensibilisation au recyclage</li> </ul>

-17-



- 4 -	Préparation, lancement et diffusion de l'Année Européenne	Réunions officielles	Manifestations localisées à dimension européenne ou mondiale	Campagnes synchronisées
novembre 1987	7 <sup>ème</sup> bulletin d'information	- Conférence ministérielle sur la mer du Nord, Londres	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Foire-exposition internationale sur la technologie AVFALTECH, Utrecht, 10/13 octobre</li> <li>- Foire internationale sur la pollution de l'environnement PROMA 87, Bilbao, 24/27 octobre</li> </ul>	- Week-end de plantation de l'Arbre, 14/15 novembre
décembre 1987			- Forum industries, collectivités locales sur l'environnement urbain à Nice	
janvier 1988	8 <sup>ème</sup> bulletin d'information			
février 1988				campagne européenne contre le bruit ? (préciser la date).
mars 1988	9 <sup>ème</sup> bulletin d'information <div data-bbox="1114 1478 1209 1926" style="border: 1px solid black; padding: 2px;">- Gala de clôture de l'Année Européenne - Bonn</div>	- Conférence sur l'eau et la santé, OMS, Venise	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exposition Envirotech, Barcelone</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation des prix des concours :</li> <li>- collectivités locales</li> <li>- industries</li> </ul>
				non encore précisés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mois de la coopération transfrontalière</li> <li>- Séminaires Conseil de l'Europe/CEE pour les cadres africains en matière d'environnement</li> <li>- Journées des risques majeurs</li> </ul>

# **LA LETTRE DU HERISSON**

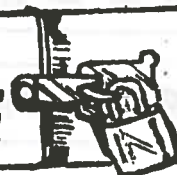
**special associations**

sommaire

**diffusion  
interne**

<b>ENQUETE</b>	<b>SOULAINES: ENQUETE PUBLIQUE SUR LE DEPOT DE DECHETS RADIOACTIFS</b>	<b>P 3</b>
<b>CHASSE</b>	<b>MIGRATIONS D'OISEAUX : INFRACTIONS DE CHASSE .....</b>	<b>P. 3</b>
	<b>ON TIRE SUR LES FAUCONS.....</b>	<b>P. 3/4</b>
<b>FFSPN</b>	<b>LE MOT DU DIRECTEUR: LES CHARGES SOCIALES SUR SALAIRES.</b>	<b>P. 4/5</b>
<b>VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AUX ASSOCIATIONS .....</b>	<b>P. 5/6</b>

# **BOUCLAGE**



## **DELAIS DE BOUCLAGE DES PROCHAINES LETTRES DU HERISSON**

**LA LETTRE DU HÉRISSON PARAÎTRA LES :**

**15 DÉCEMBRE  
1<sup>ER</sup> JANVIER  
15 JANVIER  
1<sup>ER</sup> FÉVRIER  
15 FÉVRIER**

**LES INFORMATIONS QUE VOUS SOUHAITEZ VOIR PARAÎTRE DOIVENT NOUS ÊTRE ENVOYÉES  
RESPECTIVEMENT ET IMPÉRATIVEMENT AVANT LE :**

**18 DÉCEMBRE  
6 JANVIER  
23 JANVIER  
6 FÉVRIER**

**PASSES CES DELAIS, LES ARTICLES QUI NOUS PARVIENDRONT SERONT REPORTÉS  
A LA LETTRE SUIVANTE.**





## SOULAINES : ENQUETE PUBLIQUE SUR LE DEPOT DE DECHETS RADIOACTIFS

LE PRESIDENT DE LA FFSPN, DANS UNE LETTRE DATEE DU 8 NOVEMBRE 1986, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA COMMISSION D'ENQUETE "DEPOT DE DECHETS NUCLEAIRES DE SOULAINES", A NOTIFIE SON OPPOSITION A L'IMPLANTATION D'UNE TELLE DECHARGE.

Monsieur le Président,

après avoir pris connaissance des éléments présentés pour l'Enquête publique concernant le dépôt de déchets radioactifs de Soulaines, et des conditions dans lesquelles s'est déroulée cette enquête, la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (FFSPN), après délibération de son Bureau en date du 7 novembre 1986 vous prie de bien vouloir consigner au registre d'observations les remarques suivantes:

La FFSPN tient à notifier son opposition à l'implantation de la décharge des déchets radioactifs de SOULAINES aux motifs suivants:

- absence dans le dossier de présentation d'une véritable estimation des impacts socio-économiques de l'implantation,

- aucune allusion n'est faite, et par conséquent aucune analyse, au projet d'extension du Parc de la Forêt d'Orient vers le Nord, projet dit "des lacs de Champagne", inscrit dans le Contrat de Plan Etat-Région et dans le Schéma Régional du Tourisme.

- le dossier d'enquête est d'un laconisme inadmissible en ce qui concerne la surveillance à long terme des dépôts radioactifs.

- malgré les demandes pressantes des Associations et Comités locaux, il n'y a pas eu de réunions publiques contradictoires sur cette implan-

tation, ce qui est contraire aux nouvelles dispositions clairement souhaitées par la réglementation des enquêtes Publiques.



## MIGRATIONS D'OISEAUX : INFRACTIONS DE CHASSE

SIMONE AUCLAIR, PRESIDENTE DU CENTRE ORNITHOLOGIQUE AUVERGNE A ADRESSE UNE LETTRE AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, PORTANT SUR LES INFRACTIONS DE CHASSE SUR DES ESPECES PROTEGEES.

Simone AUCLAIR précise en substance que dans le cadre d'une étude sur les migrations d'oiseaux, le C.O.A a constaté de nombreuses infractions de chasse : un vol de 14 Grues Cendrées est tiré le 21 octobre, un Epervier d'Europe a été également tiré le 19 octobre, une buse variable aurait aussi été tuée et des petits passe-reaux tirés.

De même, de nombreuses espèces migratrices courent un risque certain sur le site de Nadaillat où les chasseurs sont très présents tous les jours du mois d'octobre.

INFRACTION DE CHASSE :  
SE VEILLE ET SE VERBALISE



## ON TIRE SUR LES FAUCONS

VOICI LA LETTRE QUE ESPACES ET RECHERCHES A ENVOYEE AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, LE 29 OCTOBRE 1986.

Monsieur le Ministre,

L'association Espaces et Recherches mène depuis des années sur le Col de Prat de Bouc (Cantal), une étude scientifique des migrations en collaboration avec le FIR et la LPO, au sein du groupe national MIGRANS.

Des actions pédagogiques sont menées en parallèle sur le site et de nombreuses classes du Cantal peuvent chaque année, avec leurs instituteurs et professeurs, étudier le phénomène migratoire sur le terrain.

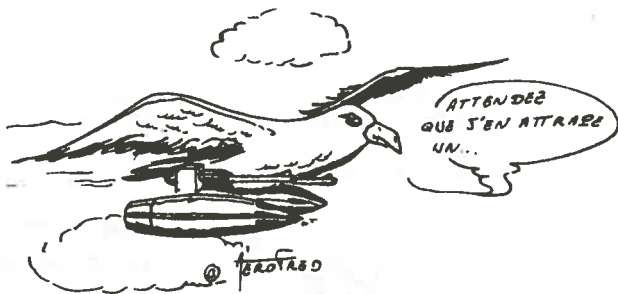
Pour la quatrième année consécutive, un ornithologue permanent fait des comptages journaliers sur le Col du 1er septembre au 31 octobre.



L'objet de cette lettre est de vous informer qu'il a été constaté ces derniers jours plusieurs tirs sur des espèces protégées. Deux faucons pèlerin, deux busards St Martin, un épervier d'Europe, un faucon crécerelle et un grand corbeau ont essuyé des coups de feu.

Aucun de ces oiseaux n'est mort, mais un faucon pèlerin a été blessé à une patte (patte pendante après un coup de fusil). Bien que l'oiseau soit resté volant, nous avons toutes les raisons de penser qu'il est condamné.

Durant les années passées, la présence des gardes ONC était effective et efficace, sur le Col de Prat de Bouc.



Nos rapports avec le monde de la chasse sont conduits par une volonté constructive et nous étions de plus en plus satisfaits de l'évolution de la situation en 1984 et 1985 ; nous sommes d'autant plus choqués de voir d'anciens problèmes réapparaître.

La vente des cartes "pigeons à la journée" rend, selon nous, d'autant plus nécessaire la présence des gardes ONC sur le Col. Cette année 1986, leur absence est très dommageable.

C'est pourquoi, nous vous demandons de bien vouloir user de votre autorité, pour assurer la protection des rapaces et autres espèces protégées migratrices du Col.

Le Président  
Jean Maurice EMORINE

## LE MOT DU DIRECTEUR : LES CHARGES SOCIALES SUR SALAIRES

Les associations se posent souvent les questions apparemment simples : quelles charges sociales doit-on payer ? Quel en est le montant ?

La réponse est souvent loin d'être évidente. Il importe de savoir qu'il existe :

- des charges sociales obligatoires.

.le taux de certaines est fixé au niveau national (URSAFF, taxe sur les salaires, ASSEDIC

. les autres relèvent d'accords particuliers (même si, dans les faits, les taux sont souvent uniformes) (ex. caisse de retraite complémentaire)

- des charges sociales facultatives

Elle relèvent de la volonté de chaque association (ex. prévention, maladies...)

Les taux des charges sociales se déterminent en fonction de 2 grandes catégories

- employés  
- cadres

mais il existe des cas particuliers (jeunes de - 25 ans par ex.) dont une information paraîtra dans une autre lettre du hérisson.

Les charges sociales se divisent en 2 parties

- la part "salariale" qui représente la participation du salarié à sa couverture sociale. C'est une assurance payée au même titre que d'autres (assurance voiture par ex.). La différence essentielle réside dans le fait que cette cotisation est prélevée par l'employeur agissant au nom de l'organisme social.

- la part employeur qui représente une participation supplémentaire de ce dernier à la couverture sociale de ses salariés.

Concrètement, ceci aboutit à déterminer :

- pour l'employé : ce qu'il perçoit effectivement, c'est à dire, salaire brut - part salariale, appelé salaire net,

- pour l'employeur le coût du salaire, c'est à dire : salaire brut plus partie supplémentaire employeur appelé salaire de charge. Ce coût est aussi égal au salaire net payé à l'employé, augmenté de la totalité des charges patronales (salariales plus celles de l'employeur)

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AUX ASSOCIATIONS

. donc le salaire brut sert de référence et de base de calcul uniquement.

En résumé, la partie salariale des charges représente environ 16 - 18% du salaire brut. La part supplémentaire employeur représente environ 40 à 45 % du salaire brut.

Autrement dit, les organismes sociaux prélèvent auprès de l'employeur 56 à 63 % du salaire brut!!! (soit 66 à 77 % du salaire net)!

Lorsqu'une association établit son budget, elle doit préciser:

- le total des salaires bruts Y
- les charges salariales estimées à 50 %  
0,50 Y

soit un total de salaires dits "charges" de  $1,50 \times Y$

(Il est recommandé dans les budgets prévisionnels de prévoir un coefficient de 1,5, ce qui laisse une marge de manoeuvre en cas d'augmentation imprévue).

Nous insistons sur le fait que, aussi bien sur les documents budgétaires que sur les documents comptables, la ligne salaire doit correspondre aux salaires bruts et la ligne charges sociales ne doit comporter que la part employeur.

A titre d'exemple, nous présentons ci-après deux modèles de calcul de charges basés sur les charges en vigueur à la FFSPN (cotisations obligatoires et cotisations facultatives).

Le premier porte sur un "employé" qui touche 5000,00 F/mois (salaire brut). Le second sur un "cadre" qui touche 10000,00 F/mois (salaire brut). Il prend en compte la valeur des "plafonds" au 1.7.86 et les taux en vigueur au 1.7.86.

Aux charges de sécurité sociales s'ajoutent donc celles des retraites complémentaires et des prévoyances. Les pourcentages indiqués sont ceux calculés et déduits à la FFSPN et correspondent aux organismes cités.

Voir tableau page 6

### Légende

O: obligatoire

F: facultatif

A: salaire plafond de séc. sociale.

B: salaire au dessus du plafond.

Claude vous écrit. Par respect de son travail bénévole, répondez-lui !

Si aujourd'hui je m'adresse à vous, c'est que pour la bonne marche de notre fédération, il faut que la participation de tous soit effective pour arriver à de bons résultats.

Campagne des milieux naturels : vente de vignettes.

Je suis bénévole au sein de la fédération et si j'ai accepté ce volontariat, c'est pour soulager les associations diverses de frais financiers très durs à supporter mais il faut que tous participent avec la loyauté qui est propre aux associations de protection de la Nature. Pour ma part, j'aime la nature et son environnement, c'est pour cette raison que je m'y applique le mieux que je peux et je souhaite que votre aide à tous les niveaux me sera utile pour mener ma tâche à bien.

Il y a maintenant près de deux mois, je vous ai fait parvenir par l'intermédiaire de notre directeur, Liliane MOOR, des formulaires pour faire, soit l'inventaire, soit le règlement par chèque des vignettes pour les sites naturels. Très peu de vous ont répondu, c'est un peu regrettable même si votre participation est faible, il est indispensable d'y répondre, car la campagne va bientôt être relancée et nous devons savoir où l'on en est resté, établir un bilan de cette opération pour l'année qui s'achève et partir sur de bonnes bases pour 1987.

Je compte sur votre compréhension pour avoir bientôt votre réponse.

### Abonnement à la Lettre du Hérisson

Depuis bientôt 1 mois, nous avons repris à Paris la gestion et aussi l'acheminement de la Lettre du Hérisson. Vu la diversité des types d'abonnements, cela implique que toutes les associations et aussi tous les abonnés participent à cette nouvelle organisation. Il y aura certains mécontentements, mais il faut dire ce qui ne correspond pas à vos désirs et nous essayerons d'y remédier. Nombreux d'entre vous reçoivent également des numéros supplémentaires auxquels ils n'ont pas droit, sachez que la Lettre du Hérisson revient très cher et il serait souhaitable que les personnes auxquelles cet investissement de travail fait double usage puissent le signaler et que nous puissions en faire bénéficier de nouveaux abonnés.

Je compte donc sur vous pour obtenir les renseignements demandés, je ferai en sorte de prendre contact avec vous par téléphone pour régler au plus vite votre situation.

## Le livre vert

Nous envisageons une nouvelle édition du "livre vert", aussi dans quelques temps, vous allez recevoir un questionnaire relatif à votre association, je vous demanderai d'y répondre rapidement car faute de réponse de votre part, votre association ne pourra y figurer et cela serait bien dommage pour les autres associations affiliées à la fédération.

J'espère que mes propos ne vous ont pas paru ennuyeux, mais il est indispensable que pour la bonne marche de notre fédération, tout le monde participe et cela permettra à chacun de nous de vivre dans un pays où la nature sera respectée.

Claude.

TOUTOURS DANS  
SA POCHÉ LE LIVRE  
VERT



CHARGES SOCIALES	CARTES TERE	TRAMITE SALA- RIALE	CAS D'UN EMPLOYE SALAIRE BRUT: 5000 F				CAS D'UN CADRE SALAIRE BRUT: 10.000 F			
			PART. SALARIE		PART EMPLOYEUR		PART SALARIE		PART EMPLOYEUR	
			%	MONTANT en F.	%	MONTANT en F.	%	MONTANT en F.	%	MONTANT en F.
SECURITE SOCIALE : MALADIE-VEUVAGE	0	A+B	5,6	280,00	12,6	630,00	5,6	560,00	12,6	1260,00
SECURITE SOCIALE : VIEillesse ACCIATRAV.	0	A	6,4	320,00	19,2	960,00	6,4	606,72	19,2	1820,16
CHÔMAGE	{	A	2,31	115,50	4,27	213,50	2,31	218,93	4,27	404,80
		B	-	-	-	-	2,81	14,61	0,23	22,20
FOND DE GARANTIE	0	A+B	-	-	0,35	17,50	-	-	0,35	35,00
RETRAITE COMPLEMENT.	0	A	1,84	92,00	2,76	138,00	1,84	144,43	2,76	261,65
RETRAITE CADRE	0	B	-	-	-	-	4,24	22,05	8,48	44,10
APEC	0	A+B	-	-	-	-	0,02	2,00	0,04	4,00
PREVOYANCE : INDEMN. JOURN. HAUCLE	{	A	0,22	11,00	0,44	22,00	0,22	20,86	0,44	41,71
		B	-	-	-	-	0,36	2,91	1,12	5,82
PREVOYANCE CADRES	{	A	-	-	-	-	0,5	47,40	1,0	94,80
		B	-	-	-	-	0,18	4,06	1,56	8,11
CHARGES SOCIALES en F.				818,50		1981,00		1674,03		4002,35
POURCENTAGE DES CHARGES PAR RAPPORT AU SAL. BRUT			16,4		39,6		16,75		40,6	
MUTUELE MALADIE	F			84,75				84,75		
SALAIRE NET PAYE A L'EMPLOYE				4012,00				8241,22		
TOTALITE DES CHARGES PAYEES PAR EMPLOYEUR						2799,50				5676,38